ESPAGNE

Des responsables marocains bientôt jugés pour génocide au sahara occidental

Le procès sur le génocide et les crimes de guerre perpétrés par des responsables politiques et militaires marocains au Sahara occidental, depuis octobre 1975 à 1987, sera ouvert les 9 et 10 mars en Espagne, a rapporté hier l'agence de presse italienne Ansamed.

Dans ce cadre, «la militante des droits humains Aminatou Haidar et 13 réfugiés sahraouis vivant dans les camps de Tindouf, en Algérie, ont été appelés à comparaître comme témoins», a précisé cette source. L'enquête confiée en 2007 au célèbre juge espagnol Baltasar Garzon était basée sur une plainte déposée en 2006 contre 31 Marocains ayant la responsabilité de la disparition de 542 personnes, après le retrait en 1975 de l'Espagne du Sahara occidental, son ancienne colonie.

La plainte évoquait également la mort par torture de 56 Sahraouis dans les prisons marocaines. Après l'enquête préliminaire, le juge Garzon avait réduit le nombre de personnes visées par les investigations de 31 à 13 seulement.

L'enquête menée par Baltasar Garzon avait été gelée après avis d'une commission rogatoire et avait été renvoyée au Maroc en octobre 2008, a rappelé cette source.

Le magistrat Pablo Ruiz, qui a remplacé le juge Garzon, a rouvert le dossier en novembre dernier et convoqué jeudi dernier, les 14 témoins sahraouis, a souligné la même source.

Les 13 hauts responsables marocains dont certains sont encore en activité dont Hosni Benslimane, le chef de la Gendarmerie royale marocaine depuis 1985, sont accusés de crimes de guerre et de génocide.

Benslimane est également visé par un mandat d'arrêt international pour son rôle présumé dans l'assassinat de l'opposant Mehdi Ben Barka en 1965.

JORDANIE

Les islamistes refusent d'entrer dans le nouveau gouvernement

Les islamistes ont «refusé» une offre de faire partie du nouveau gouvernement jordanien, a affirmé hier à l'AFP, le chef du puissant parti d'oppposition du Front de l'action islamique (FAI), cheikh Hamzeh Mansour.

«Nous avons reçu une offre d'entrer au gouvernement de M. Maârouf Bakhit que nous avons refusée», a déclaré M. Mansour. «Je ne peux pas vous donner les détails de cette offre. Tout ce que je peux dire est que notre participation à un gouvernement dans les circonstances actuelles est hors de question», a-t-il ajouté.

M. Mansour a souligné que le FAI ne participerait à un gouvernement que dans le cadre d'un «consensus national après des élections législatives sur la base d'une loi équitable».

Les syndicats professionnels, qui ont rencontré le Premier ministre désigné samedi, ont affirmé hier avoir insisté sur la nécessité d'une «loi électorale moderne qui développerait le sens national».

Ils ont, en outre, demandé «l'annulation de toutes les lois qui limitent la liberté d'expression» et «la révision de toutes les politiques économiques en cours».

Les syndicats professionnels, qui comptent plus de 200 000 membres à large influence islamique, ont appelé M. Bakhit à choisir dans son équipe ministérielle des personnalités «capables, honnêtes et responsables».

Le roi Abdallah II a limogé le 2 février le Premier ministre Samir Rifaï pour calmer la rue qui réclamait son départ, et désigné Maârouf Bakhit en le chargeant d'un vaste programme de réformes politiques et économiques.

M. Bakhit a affirmé samedi à l'AFP qu'il souhaitait former un gouvernement «aussi représentatif que possible», qui comporterait des «personnalités crédibles et proches du peuple». Il a assuré que ce gouvernement serait formé «avant jeudi».

Le Front de l'action islamique (FAI), branche politique des Frères musulmans, a critiqué le choix de M. Bakhit, mais ses dirigeants ont rencontré le Premier ministre désigné, puis le roi Abdallah II.

«Nous avons entendu des promesses de réformes, nous attendons des actes», a expliqué un responsable du FAI.

Les islamistes réclament en premier lieu une modification de la loi électorale au système uninominal, qu'ils considèrent à leur désavantage et qui les a poussés à boycotter les dernières élections législatives en novembre.

La Jordanie est en proie à un mouvement de contestation sociale et politique qui s'est traduit par plusieurs manifestations, rappelant celles qui on provoqué la chute du président Zine El Abidine Ben Ali mi-janvier en Tunisie et menacent actuellement le régime du président Hosni Moubarak en Égypte.

Publicité